

La transition démocratique en Afrique 20 ans après la chute du Mur de Berlin : où en est-on ?

Les années 1990 ne sont pas seulement marquées par la chute du Mur de Berlin et l'implosion soviétique. La fin de la guerre froide et de la bipolarisation du monde a également coïncidé avec l'avènement de la démocratie dans la plupart des pays africains. Vingt ans plus tard, le bilan de ce processus de démocratisation, réclamé à cor et à cri par les peuples africains, opprimés par la dictature du parti État, a été mitigé, voire décevant dans la quasi-totalité des États. En effet, l'échec des conférences nationales dans certains pays a conduit au chaos social, économique et politique sur fond de conflits. D'autres pays qui ont, sans effusion de sang, réussi l'épreuve de la démocratie n'ont malheureusement pas pu sortir leur population du cercle infernal de la pauvreté faute de la bonne gouvernance. Pendant ce temps, la communauté internationale souffle le chaud et le froid.



Coffi Dieudonné ASSOU VI
candidat au doctorant en études internationales
université laval
institut québécois des hautes études internationales
coffi-dieudonne.assouvi.1@ulaval.ca

Au lendemain des indépendances dans les années 60, la plupart des États africains ont sombré dans la dictature du parti unique. Si en 1990, ces régimes absolus ont périclité, il faut tout de même reconnaître que c'est le discours-programme de la Baule du président de la République française d'alors, François Mitterrand qui a ravivé et attisé le désir des peuples africains d'aller vers la liberté démocratique. Les capitales africaines ont connu des soulèvements populaires avec la fougue de la jeunesse étudiante qui revendique la démocratie. Les pouvoirs en place ont vacillé. La crise économique, sociale, politique et institutionnelle met à mal les partis uniques. Il était nécessaire de trouver une

voie de sortie de la crise. On avait trouvé la baguette magique : l'organisation des conférences des forces vives de la Nation. L'échec des conférences nationales a induit un chaos politique persistant en Afrique

Les conférences nationales étaient des enceintes de discussion entre acteurs politiques, élites et membres de la société civile en vue de trouver un consensus national pouvant déboucher sur l'instauration de la démocratie pluraliste et l'État de droit. Cependant, dans certains pays comme le Togo, le Gabon, la RDC etc., ces conférences ont tourné aux drames. Elles ont exacerbé des clivages, des crispations et des revendications identitaires. L'effet

domino de la démocratie s'est répandu en Afrique avec son cortège de problèmes et de conflits. Dans ces conditions, la réconciliation nationale est presque impossible dans certains pays. Les conflits se sont amplifiés, les déplacés et les réfugiés se sont multipliés. Les guerres civiles, le génocide, l'épuration ethnique et les carnages militaires ont accru le nombre d'orphelins. Bref, en peu de temps l'Afrique est défigurée. Le peuple, handicapé par l'analphabétisme, loin de comprendre qu'il est le détenteur de la souveraineté, est manipulé à des fins politiques. Les intellectuels et les élites africains qui ont joué un grand rôle dans la décolonisation des États sont soit contraints à l'exil, soit obligés de faire allégeance au régime en place même s'il est le pire. Si le politologue Bossuet prescrit qu'il faille se soumettre au pouvoir même s'il est tyrannique, force est de remarquer que cette soumission des éveilleurs des citoyens est monnayée en postes dans la haute administration et le cercle vicieux se noue.

En 2009, au moment où l'Europe et la communauté internationale célèbrent la chute du Mur de Berlin, les dirigeants africains ont compris qu'il faut faire quelque chose pour arrêter le crime contre l'humanité au Darfour, les affrontements entre les forces gouvernementales et le regroupement des forces rebelles (UFR), les crimes de guerre en République Démocratique du Congo, la violence en Guinée-Bissau, en Guinée-Conakry, à Madagascar, au Nigéria, la guerre civile de Somalie. Ils ont le mérite d'adopter le 2 septembre 2009 à une session spéciale de l'Union Africaine, qui s'est tenue à Tripoli en Libye, à la veille du 40^e anniversaire de la révolution libyenne, un plan d'action de gestion des crises en Afrique (plan d'action n° 16519). L'Afrique a également, il faut le saluer, commencé à s'impliquer dans la gestion des conflits à travers son Conseil de paix et de sécurité. Si les dirigeants africains restent sourds à l'appel des organisations non gouvernementales demandant de faire arrêter le président soudanais, Omar El Béchir, poursuivi par la CPI pour crimes contre l'humanité, il faut tout de même les encourager à redoubler d'effort pour dissiper les ombres de Philippe Hugon et donner la chance à la démocratie de survivre en Afrique.

Le difficile enracinement de la démocratie en Afrique

Dans le sombre ciel africain, il existe une zone de lumière caractérisée par l'inexistence

globale de la conflictualité des progrès dans la démocratisation. Cette exception africaine concerne les États comme le Bénin, le Ghana, le Mali, l'Ile Maurice. Leur progrès démocratique est tangible. Des élections libres, transparentes, régulières et périodiques sont organisées sans violence électorale. L'alternance au sommet de l'État se passe sans incident. Cependant, la lutte contre la corruption et la mal gouvernance demeure un défi de taille. Le multipartisme a rendu âpre la compétition pour le pouvoir. La logique patrimoniale et partisane de répartition des fonctions de l'État verrouille tous les circuits administratifs et économiques. La captation de l'État détrône la rationalité, la vertu, et l'esprit républicain. Mais, dans ce domaine de gestion publique, l'Afrique se réveille. Sous l'effet conjugué des pressions des bailleurs de fonds et des organisations de la société civile, la gestion axée sur les résultats commence à germer. Les initiatives de l'Union monétaire ouest-africaine en matière de critères de convergence et celles du Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement en matière de formation de haut niveau sur la gouvernance stimulent les décideurs politiques à assainir les finances publiques.



Sommet de l'Union africaine à Accra, Ghana, en juillet 2007. [Africa-Uni on.org](http://Africa-Uni.on.org)

À côté de ces pays à démocratie mifigue mi-raisin, se trouve malheureusement une liste d'États démocratiquement éclopés. Nous pouvons les classer en deux catégories : d'un côté des États avec un président à vie tels que la Libye, le Congo-Brazzaville, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, le Cameroun, le Burkina-Faso, le Zimbabwe et le Niger et de l'autre des États avec coups d'État répétés comme Madagascar, la Mauritanie, la Guinée-Conakry, la Guinée-Bissau, la République Centrafricaine

et la Côte d'Ivoire. Dans ces pays comme partout en Afrique « les sociétés sont caractérisées par des proto-États ou des ébauches d'États nations et des citoyennetés embryonnaires. Les pouvoirs africains fonctionnent selon un double registre, celui des structures officielles (...) et celui des structures réelles, reflets de compromis sociopolitiques et d'accumulation de capital relationnel ». Sans vouloir donner raison à l'ancien président français Jacques Chirac, la démocratie a du mal à se consolider dans les sociétés tribales ayant connu une culture d'oralité et des coutumes encore vivaces. Cependant, l'Afrique est un continent où la réceptivité à la modernité est prouvée. Il reste donc à définir un modèle africain de développement qui ne soit pas trahi ou torpillé par les puissances étrangères.

Une communauté internationale qui souffle le chaud et le froid

L'Afrique ne suscite plus et ne doit plus susciter de compassion mais elle est convoitée et courtisée, voire manipulée pour ses matières premières. En visite officielle au Ghana, le président Obama a martelé que l'avenir de l'Afrique appartient aux Africains. Si le discours d'Accra du 11 juillet 2009 dénonce la mal gouvernance, la corruption des dirigeants africains, et les invite à prendre leurs responsabilités dans la gouvernance démocratique de leur pays respectif, il ne trahit pas moins les intentions de la Maison Blanche. Les États voyous sont ainsi nommés parce qu'ils refusent de collaborer avec l'Administration américaine dans la lutte contre le terrorisme. L'Afrique qui avait été très peu présente dans la campagne présidentielle, fait l'objet d'exhortation véridique. Certes, les États-Unis sont rigoureux sur la démocratie, mais la recherche de leurs intérêts (la sécurité énergétique, l'expansion du marché) ne va-t-elle pas les conduire à sympathiser avec le diable engagé dans la lutte contre le terrorisme et disposé à leur livrer son pétrole à tout moment ? Il est vrai que dans les relations internationales, tous les États sont à la poursuite de leurs intérêts et les États africains doivent le comprendre. L'Intervention de la Chine en Afrique est dans l'intérêt de la Chine et non de l'Afrique.

C'est dans les mêmes termes que les anciennes puissances colonisatrices comme la France et la Grande-Bretagne continuent d'être présentes en Afrique. Le néocolonialisme est en marche.